

Le capitalisme, voilà la « source du mal », écrit Einstein



« En se servant des moyens de production, l'ouvrier produit des biens qui deviennent la propriété du capitaliste. » Ici, la chaîne de montage, pièce maîtresse du fordisme, l'organisation scientifique du travail.

« EST-IL CONVENABLE QU'UN HOMME QUI N'EST PAS VERSÉ DANS LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES EXPRIME DES OPINIONS AU SUJET DU SOCIALISME ? POUR DE MULTIPLES RAISONS, JE CROIS QUE OUI. »

Je suis maintenant arrivé au point où je peux indiquer brièvement ce qui constitue pour moi l'essence de la crise de notre temps. Il s'agit du rapport entre l'individu et la société. L'individu est devenu plus conscient que jamais de sa dépendance à la société. Mais il n'éprouve pas cette dépendance comme un bien positif, comme une attache organique, comme une force protectrice, mais plutôt comme une menace pour ses droits naturels, ou même pour son existence économique. En outre, sa position sociale est telle que les tendances égoïstes de son être sont constamment mises en avant, tandis que ses tendances sociales qui, par nature, sont plus faibles, se dégradent progressivement. Tous les êtres humains, quelle que soit leur position sociale, souffrent de ce processus de dégradation. Prisonniers sans le savoir de leur propre égoïsme, ils se sentent en

état d'insécurité, isolés et privés de la naïve, simple et pure joie de vivre. L'Homme ne peut trouver de sens à la vie, qui est brève et périlleuse, qu'en se dévouant à la société.

L'anarchie économique de la société capitaliste, telle qu'elle existe aujourd'hui, est, à mon avis, la source réelle du mal.

Nous voyons devant nous une immense société de producteurs dont les membres cherchent sans cesse à se priver mutuellement du fruit de leur travail collectif – non pas par la force, mais, en somme, conformément aux règles légalement établies. Sous ce rapport, il est important de se rendre compte que les moyens de la production – c'est-à-dire toute la capacité productive nécessaire pour produire les biens de consommation, ainsi que, par surcroît, les biens en capital – pourraient légalement être, et sont même

pour la plus grande part, la propriété privée de certains individus.

Pour des raisons de simplicité, je veux, dans la discussion qui va suivre, appeler « ouvriers » tous ceux qui n'ont point part à la possession des moyens de production, bien que cela ne corresponde pas tout à fait à l'emploi ordinaire du terme. Le possesseur des moyens de production est en état d'acheter la capacité de travail de l'ouvrier. En se servant des moyens de production, l'ouvrier produit de nouveaux biens qui deviennent la propriété du capitaliste. Le point essentiel dans ce processus est le rapport entre ce que l'ouvrier produit et ce qu'il reçoit comme salaire, les deux choses étant évaluées en termes de valeur réelle.

Dans la mesure où le contrat de travail est « libre », ce que l'ouvrier reçoit est déterminé non pas par la valeur réelle des biens qu'il produit, mais par le minimum de ses besoins et par le rapport entre le nombre d'ouvriers dont le capitaliste a besoin et le nombre d'ouvriers qui sont à la recherche d'un emploi. Il faut comprendre que même en théorie, le salaire de l'ouvrier n'est pas déterminé par la valeur de son produit.

Le capital privé tend à se concentrer en peu de mains, en partie à cause de la compétition entre les capitalistes, en partie parce que le développement technologique et la division croissante du travail encouragent la formation de plus grandes unités de production aux dépens des plus petites. Le résultat de ces développements est une oligarchie de capitalistes dont la formidable puissance ne peut effectivement être réfrénée, pas même par une société qui a une organisation politique démocratique. Ceci est vrai, puisque les membres du corps législatif sont choisis par des partis politiques largement financés ou autrement influencés par les capitalistes privés qui, pour tous les buts pratiques, séparent le corps électoral de la législature. La conséquence en est que, dans le fait, les représentants du peuple ne protègent pas suffisamment les intérêts des moins

privilegiés. De plus, dans les conditions actuelles, les capitalistes contrôlent inévitablement, d'une manière directe ou indirecte, les principales sources d'information (presse, radio, éducation). Il est ainsi extrêmement difficile pour le citoyen, et dans la plupart des cas tout à fait impossible, d'arriver à des conclusions objectives et de faire un usage intelligent de ses droits politiques.

UNE « ARMÉE » DE CHÔMEURS

La situation dominante dans une économie basée sur la propriété privée du capital est ainsi caractérisée par deux principes importants: premièrement, les moyens de production (le capital) sont en possession privée et les possesseurs en disposent comme ils le jugent convenable; secondement, le contrat de travail est libre. Bien entendu, une société capitaliste pure dans ce sens n'existe pas. Il convient de noter en particulier que les ouvriers, après de longues et âpres luttes politiques, ont réussi à obtenir, pour certaines catégories d'entre eux, une meilleure forme de « contrat de travail libre ». Mais, prise dans son ensemble, l'économie d'aujourd'hui ne diffère pas beaucoup du capitalisme « pur ».

La production est faite en vue du profit et non pour l'utilité. Il n'y a pas moyen de prévoir que tous ceux qui sont capables et désireux de travailler pourront toujours trouver un emploi; une « armée » de chômeurs existe déjà. L'ouvrier est constamment dans la crainte de perdre son emploi. Et puisque les chômeurs et les ouvriers mal payés sont de faibles consommateurs, la production des biens de consommation est restreinte et a pour conséquences de grands inconvénients. Le progrès technologique a souvent pour résultat un accroissement du nombre de chômeurs, plutôt qu'un allègement du travail pénible pour tous. L'aiguillon du profit en conjonction avec la compétition entre les capitalistes est responsable de l'instabilité dans l'accumulation et

l'utilisation du capital qui amène des dépressions économiques de plus en plus graves. La compétition illimitée conduit à un gaspillage considérable de travail et à la mutilation de la conscience sociale des individus dont j'ai fait mention plus haut.

Je considère cette mutilation des individus comme le pire mal du capitalisme.

Tout notre système d'éducation souffre de ce mal. Une attitude de compétition exagérée est inculquée à l'étudiant, qui est dressé à idolâtrer le succès de l'acquisition comme une préparation à sa carrière future.

POUR LE SOCIALISME

Je suis convaincu qu'il n'y a qu'un seul moyen d'éliminer ces maux graves, à savoir l'établissement d'une économie socialiste, accompagnée d'un système d'éducation orienté vers des buts sociaux. Dans une telle économie, les moyens de production appartiendraient à la société elle-même et seraient utilisés d'une façon planifiée.

Une économie planifiée, qui adapte la production aux besoins de la société, distribuerait le travail à faire entre tous ceux qui sont capables de travailler et garantirait les moyens d'existence à chaque homme, à chaque femme, à chaque enfant. L'éducation de l'individu devrait favoriser le développement de ses facultés innées et lui inculquer le sens de la responsabilité

envers ses semblables, au lieu de la glorification du pouvoir et du succès, comme cela se fait dans la société actuelle.

Il est cependant nécessaire de rappeler qu'une économie planifiée n'est pas encore le socialisme. Une telle économie pourrait être accompagnée d'un complet asservissement de l'individu. La réalisation du socialisme exige la solution de quelques problèmes sociopolitiques extrêmement difficiles: comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contrepois démocratique au pouvoir de la bureaucratie ? La clarté au sujet des buts et des problèmes du socialisme est de la plus grande importance à notre époque de transition. Puisque, dans les circonstances actuelles, la discussion libre et sans entrave de ces problèmes a été soumise à un puissant tabou, je considère que la fondation de cette revue est un important service rendu au public.

Ce texte a été écrit par Albert Einstein en mai 1949 et publié dans la revue américaine progressiste « Monthly Review ».